

# Non le problème en France ce n'est pas la « fraude sociale », mais la fraude patronale et l'évasion fiscale



## **La fraude aux prestations sociales, l'arbre qui cache la forêt de la Fraude sociale et de l'évasion fiscale organisés par les patrons**

Pour masquer l'incurie des politiques ultra-libérales macroniennes et leurs effets dévastateurs : explosion du chômage, fiasco dans la gestion de la crise sanitaire, nouvelle augmentation de la pauvreté, plans de licenciements qui se multiplient, alors il est temps de remettre au goût du jour la vieille thématique de la « fraude sociale ».

## **Qu'en est-il de la réalité des chiffres de la « fraude sociale » ?**

Reprenons donc les chiffres pour 2019 : 324 millions d'euros par la CAF, 287 millions pour l'Assurance Maladie, 160 millions pour la branche vieillesse, 212 millions pour Pôle emploi.

Il s'agit ici, uniquement, de la fraude aux prestations sociales. Ces chiffres cumulés représentent moins de 0.2% (soit 500 fois moins) du montant global des prestations, allocations, aides et pensions versées, c'est-à-dire 521.4 milliards d'euros !

Notons également que, quand on parle de fraude aux prestations sociales, il peut aussi s'agir d'erreurs involontaires ou d'irrégularités calculées, parfois on y inclut même abusivement des indus liés à des erreurs commises par les caisses elles-mêmes.

## **Pendant qu'on stigmatise les bénéficiaires des aides sociales, Les riches eux sont totalement préservés et jouissent d'une impunité absolue.**

### **La fraude des patrons : Combien ?**

Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

- 117 milliards d'évasion fiscale en France (Source : the european Tax gap – R. Murphy – Université de Londres).
- Fraude à la TVA estimée à 15 Milliards
- Fraude aux cotisations sociales : 20 à 25 milliards selon la cour des comptes en 2014

Rappelons que les entreprises du CAC40 ont à elles seules plus de 2500 filiales dans des paradis fiscaux et paient moins d'impôts en 2019 qu'en 2010.

### **De l'argent, il y en a donc pour la sécu !**

Il existe un moyen pour financer la Sécurité sociale, sans rogner sur les remboursements de soins, les retraites ou les indemnités chômage : combattre réellement les fraudes patronales aux cotisations sociales. Le Gouvernement doit faire la chasse aux patrons fraudeurs plutôt que de piller notre sécu :

### **Avec Macron : Criminaliser les pauvres et préserver les plus riches !**

En frappant prioritairement les salariés, les retraités, les jeunes, les précaires et les pauvres, la politique de Macron sert de paravent à la fraude des riches et aux cadeaux qu'il leur fait (suppression de l'ISF, etc..).

Il s'agit avant tout d'un immense et cruel tour de passe-passe communicationnel, véhiculant l'idée que le problème serait encore et toujours la « fraude sociale » ! Ils veulent détourner l'attention de la population pour mieux lui faire les poches.

**On rogne sur les prestations sociales et les retraites, on diminue les aides et on multiplie les allègements ou les suppressions de cotisations sociales. Par contre, il ne faut pas trop s'intéresser aux revenus réels des grandes entreprises et des riches. Pour ceux-là, on crée le « droit à l'erreur » ou on baisse les impôts de productions comme dans le plan de relance.**

# **En 2020 l'assistanat c'est pour le patronat fraudeur !**